Case

F

39

.328

no. 116

ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

*Qui ordonne l'exécution, dans le port de Dunkerque,
des Arrêts & Règlemens qui accordent la préférence
à la Ferme générale, dans les adjudications de Tabacs
provenans de Prise.*

Du 2 Avril 1783.

Extrait des Registres du Conseil d'État.

LE ROI s'étant fait représenter, en son Conseil, l'arrêt rendu en icelui le 15 octobre 1781, par lequel Sa Majesté a fixé le délai pendant lequel l'Adjudicataire de la Ferme générale du Tabac pourroit user de la préférence qui lui est accordée par les articles XXXIX de

la Déclaration du 1.^{er} août 1721, CDLXXXII du Bail de Forceville & XVI du Règlement du 27 août 1778, confirmés par l'arrêt du Conseil du 30 mars de ladite année 1781, pour les Tabacs provenans de Prises amenées dans les ports du royaume; & Sa Majesté étant informée qu'au mépris des dispositions des Règlemens ci-devant rappelés, il auroit été publié à Dunkerque une affiche par laquelle, en annonçant pour le 31 du mois de mars dernier la vente de cent cinquante-sept boucauts de tabac de la Virginie, provenant du Navire, prise Angloise, la *Surprise-de-Glasgow*, faite par le Corsaire le *Petit-Dunkerque*, il est dit que les Adjudicataires seront tenus de prendre livraison le lendemain de la vente, à tour de rôle, & au plus tard dans les trois jours qui suivront, à peine, ce temps écoulé, de voir revendre à leur folle enchère les parties dont ils se seront rendus adjudicataires, & sans qu'il soit fait mention dans ladite affiche du droit de préférence accordé à la Ferme générale, Elle auroit jugé devoir expliquer sur cela ses intentions. A quoi voulant pourvoir: Oûi le rapport du sieur le Fevre d'Ormesson, Conseiller d'État ordinaire & au Conseil royal, Contrôleur général des finances; LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne que les articles XXXIX de la Déclaration du 1.^{er} août 1721, CDLXXXII du Bail de Forceville & XVI du Règlement du 27 août 1778, ensemble les arrêts du Conseil des 30 mars & 15 octobre 1781 seront exécutés selon leur forme & teneur, dans le port de Dunkerque comme dans les autres ports du royaume: En conséquence, veut & entend Sa Majesté qu'à l'avenir & lorsqu'il sera publié des affiches pour la vente & adjudication des tabacs provenans de prises qui pourroient être amenées dans ledit port de Dunkerque,

il soit fait mention dans lesdites affiches du droit de préférence qu'à l'Adjudicataire des Fermes sur lesdits tabacs, & de la faculté qu'il a d'en faire le retrait pour l'aliment de ses Manufactures & la consommation des provinces sujettes au privilège exclusif, dans l'espace de deux mois, à compter du jour de l'adjudication, à peine contre les Armateurs qui auroient négligé de faire insérer ladite mention dans lesdites affiches, d'être tenus de tous dépens, dommages & intérêts envers l'Adjudicataire, pour raison de la non-jouissance de son droit de préférence. Et sera le présent arrêt publié & affiché par-tout où besoin sera, & exécuté nonobstant oppositions ou empêchemens quelconques, pour lesquels ne sera différé.

MANDE & ordonne Sa Majesté à Monf. le Duc de Penthievre, Amiral de France; aux Intendans de la Marine, au Commissaire départi pour l'observation des Ordonnances dans les Amirautés, au Commissaire général de la Marine, Ordonnateur à Dunkerque, & aux Officiers de l'Amirauté dudit Port, de tenir, chacun en droit soi, la main à l'exécution du présent arrêt, lequel sera enregistré au greffe de ladite Amirauté de Dunkerque. FAIT au Conseil d'État du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le deux avril mil sept cent quatre-vingt-trois. *Signé* CASTRIES.

LE DUC DE PENTHIÈVRE,

Amiral de France.

VU l'Arrêt du Conseil d'État du Roi ci-dessus & de l'autre part, à nous adressé: **MANDONS** aux Intendans de la Marine, au Commissaire départi pour l'observation des Ordonnances dans les Amirautés, au

4

Commissaire général de la Marine, Ordonnateur à Dunkerque, & aux Officiers de l'Amirauté dudit Port, de tenir, chacun en droit foi, la main à l'exécution du présent arrêt, lequel sera enregistré au greffe de ladite Amirauté de Dunkerque. FAIT à Vernon le cinq mai mil sept cent quatre-vingt-trois. *Signé* L. J. M. DE BOURBON.
Et plus bas, Par Son Altesse Sérénissime. *Signé* PERIER.

A P A R I S,
DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

M. DCCLXXXIII.

038 -

10